

La reconnaissance des abus dans l'Eglise doit beaucoup au SAPEC, créé en 2010, à l'instigation d'une victime. Un travail pionnier marqué par d'âpres luttes

Abus: «Le travail est loin d'être fini»

MAURICE PAGE

Mobilisation ► En treize ans d'existence, le Groupe SAPEC (soutien aux victimes d'abus dans une relation d'autorité religieuse) est devenu un interlocuteur incontournable sur la question des abus dans l'Eglise catholique en Suisse et au-delà. Au moment de passer la main, ses deux fondateurs, Jacques Nuoffer et Marie-Jo Aeby, reviennent sur ces années d'intense engagement.

Marie-Jo Aeby, vous avez donné votre démission lors de la récente assemblée du SAPEC.

Marie-Jo Aeby: L'accompagnement de victimes vers la reconnaissance et la réparation m'a beaucoup marquée et apporté de profondes satisfactions. J'ai vu des personnes reprendre goût à la vie, être capables de rebondir. En face, j'ai aussi apprécié le changement d'attitude de responsables d'Eglise et de prélats. J'ai eu beaucoup de plaisir dans cet engagement mais aujourd'hui je suis fatiguée et j'ai besoin de prendre de la distance. Je ne suis plus membre du comité mais resterai active pour l'accueil des victimes et pour le lien avec l'Eglise réformée.

La publication en septembre dernier du rapport du projet pilote de l'université de Zurich sur les abus dans l'Eglise catholique en Suisse de 1950 à 2020 a eu un très fort impact.

M-J A.: De nombreuses victimes se sont manifestées. Beaucoup de témoignages sont venus de conjoints, de frères et sœurs, d'enfants, voire de petits-enfants de victimes. Car l'impact est très large. Des histoires anciennes continuent d'avoir un impact sur les générations suivantes. En Valais, nous avons l'exemple d'un curé de Fully qui a sévi durant des décennies sur plusieurs générations d'enfants. Même si les victimes directes et les auteurs disparaissent, le travail n'est pas fini, loin de là.

Comment ce travail a-t-il commencé?

Jacques Nuoffer: Pour moi, l'engagement contre les abus remonte à plusieurs années avant la création du SAPEC en 2010. Ma compagne me titillait: «Malgré toutes tes années de psychothérapie, tu n'es toujours



Les deux fondateur-ices du SAPEC, Jacques Nuoffer et Marie-Jo Aeby, vont passer la main. MPE

pas au bout de tes peines, car tu n'as obtenu ni information, ni reconnaissance, ni réparation.» J'ai alors décidé qu'une fois la retraite survenue en 2008, je m'y mettrais vraiment. J'ai d'abord contacté l'évêque de Lausanne, Genève et Fribourg, M^{re} Bernard Genoud, qui m'a orienté vers la commission diocésaine SOS prévention. Après m'avoir entendu, elle a voulu envoyer mon dossier vers la congrégation des missionnaires de St-François de Sales (MSFS) à laquelle appartenait mon agresseur. J'ai refusé!

«Beaucoup de responsables sont restés longtemps aveugles»

Jacques Nuoffer

Mais à l'époque, les responsables s'en moquaient. J'ai également adressé une requête à Rome restée sans réponse. Puis j'ai témoigné dans une émission de *Hautes Fréquences* que Marie-Jo a entendue. Gérard Falconi a rejoint notre duo pour fonder le Groupe SAPEC. Lui a été abusé par le curé de son village en Valais et il s'opposait au déni de l'évêque de Sion, M^{re} Norbert Brunner.

Les débuts ont été modestes et discrets.

M-J A.: Nous avons publié des petites annonces payantes dans les journaux pour inviter les gens à témoigner ou à nous rejoindre, mais ces témoignages ont mis pas mal de temps à arriver. On criait un peu dans le désert.

J. N.: En parallèle, les choses ont commencé à bouger dans l'Eglise en Suisse, même si la dissimulation prédominait. Je suis allé voir Martin Werlen, abbé d'Einsiedeln et membre de la Conférence des évêques suisses (CES), qui s'était fortement engagé sur la question dès 2002, avec l'élaboration des premières directives sur les abus de la CES. En 2011, il a lancé une enquête sur les abus au sein de son monastère.

M-J A.: A Fribourg, l'arrivée de M^{re} Charles Morerod comme évêque du diocèse Lausanne, Genève et Fribourg (LGF) a provoqué le déclic. Il nous a écoutés et soutenus et a compris la nécessité de disposer de commissions indépendantes et neutres auxquelles les victimes pourraient s'adresser. Il a soutenu notre rapport de 2012 qui demandait une commission indépendante.

Votre impact restait cependant limité.

J. N.: Ce rapport n'a pas été traité par la COR (Conférence des ordi-

naires romands) regroupant les divers responsables romands cantonaux. Son président ne jugea pas important les demandes d'un petit groupe de victimes. Cela a failli nous décourager. L'expérience de la Belgique – des parlementaires y sont intervenus en faveur de la reconnaissance et de la réparation des abus – a permis de relancer la machine. M^{re} Morerod s'est dit prêt à adopter ce modèle mais il nous fallait un tiers. Nous avons contacté tous les parlementaires fédéraux romands et une quinzaine d'entre eux, de divers partis, ont accepté de s'impliquer dans cette démarche. La CECAR¹ a été créée en janvier 2016.

La démarche a pris encore un certain temps pour produire ses effets.

M-J A.: Nous avons dû nous battre pour assurer l'indépendance de la CECAR et obtenir un niveau d'indemnité correct de la part de l'Eglise. En 2017 enfin, la commission a reçu les premières victimes. Contrairement à ce que nous souhaitions, c'est la commission d'indemnisation de l'Eglise qui a le dernier mot en matière de réparation.

J. N.: Il faut noter que la CECAR est une réalisation originale, unique au monde. Dès le départ, outre le soutien aux vic-

times et le travail de justice et de réparation, le Groupe SAPEC s'est attaché à la recherche et à la réflexion sur la question des abus, en collaborant progressivement avec les milieux scientifiques et universitaires.

«Nous avons dû nous battre pour assurer l'indépendance de la CECAR»

Marie-Jo Aeby

La prise de conscience au sein de l'Eglise a été lente.

J. N.: Les facteurs qui favorisent les abus étaient déjà connus depuis les études américaines des années 1980-1990, mais il a fallu beaucoup de temps pour les intégrer au niveau des Eglises en Europe. Beaucoup de responsables sont restés longtemps aveugles alors que nous décrivions clairement ces facteurs notamment dans notre Mémoire SAPEC 2013. Les liens de notre groupe avec l'organisation internationale Ending Clerical Abuse (ECA) ont été importants, ce qui a permis une présence lors des

synodes des évêques en 2019 puis en 2023. En 2021, l'imposant rapport de la CIASE en France (Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Eglise) a provoqué une prise de conscience renforcée, obligeant l'Eglise à agir davantage.

En novembre 2019, l'évêque de LGF, M^{re} Charles Morerod, et le président du Groupe SAPEC, Jacques Nuoffer, ont dévoilé une plaque à la mémoire des victimes à la cathédrale St-Nicolas de Fribourg.

M-J A.: La journée du souvenir et le premier mémorial aux victimes ont été un moment symboliquement fort. Le film de François Ozon *Grâce à Dieu* relatant le combat d'une association de victimes à Lyon a apporté un nouvel éclairage sur la problématique.

Aujourd'hui, le SAPEC a besoin de relève.

J. N.: Je reste à disposition comme président jusqu'à la fin 2024. Pour rejoindre le Groupe SAPEC, il n'est pas nécessaire d'avoir été soi-même victime, mais il faut se sentir concerné par cette question.

Quelles sont les perspectives pour le groupe SAPEC?

M-J A.: L'accueil et l'accompagnement des victimes restent la priorité, tout comme la pression sur les autorités responsables afin d'obtenir réparation. La réflexion et la recherche s'orientent désormais plus vers la question de l'emprise qui est à la base de tous les abus, pas seulement sexuels mais aussi spirituels ou de pouvoir. Un autre aspect concerne les abus commis dans les autres Eglises ou religions. Les Eglises protestantes s'interrogent aujourd'hui sur le lancement d'enquêtes sur les abus. En outre malgré les mesures de prévention, les abus sont toujours possibles et il y a encore des victimes. Aux personnes concernées je souhaite dire que cela vaut la peine de se battre, qu'il faut continuer le combat.

CATH.CH

¹Cette commission neutre et indépendante des autorités de l'Eglise catholique est chargée d'offrir aux victimes un lieu d'écoute, d'échange et de recherche d'une conciliation avec l'abuseur, à défaut avec son supérieur hiérarchique, en vue notamment d'une réparation financière.

Gaza/Israël: l'EPG appelée à s'exprimer

Proche-Orient ► L'exécutif de l'Eglise protestante de Genève (EPG), qui s'est réunie en Consistoire le 14 mars, a fait part de l'interpellation qu'elle a reçue de plusieurs fidèles au sujet de la situation actuelle à Gaza. En date du 22 janvier, une quarantaine de signataires l'exhortaient en effet à exprimer publiquement sa «solidarité avec les victimes de la guerre, chrétiennes ou non, juives ou palestiniennes. Mais encore et surtout pour appeler à un cessez-le-feu et soutenir les efforts allant dans ce sens».

Rappelant les prises de parole du pape, le courrier exprimait encore «la tristesse et le désarroi» des signataires qui «se sentent profondément concernés par le silence assourdissant de l'Eglise». Chris Cook, présidente de l'Assemblée du Consistoire, a alors expliqué à l'assemblée des délégués: «Les membres du Conseil du Consistoire (exécutif) et de la 'Cellule Média' se sont réunis pour en discuter. Je peux vous dire qu'il n'y a pas d'unanimité à ce sujet, la majorité a décidé de ne pas faire de déclaration officielle.» Une réponse allant dans ce sens

avait de fait été envoyée, le 19 février, au nom du Conseil du Consistoire, expliquant que «l'EPG prend très au sérieux la situation depuis le mois d'octobre, mais a décidé de privilégier des moments de prière pour la paix ainsi que la préservation des liens interreligieux lors d'événements publics», relate encore Chris Cook. Par ailleurs, le Conseil du Consistoire annonce mettre sur pied, cette année encore, un groupe de travail pour reprendre la réflexion quant aux prises de parole publiques de l'EPG, en reprenant le document existant de

2008. Ces éléments de réponse n'ont pas convaincu le groupe de fidèles, qui réitérèrent leur interpellation dans un courrier daté du 27 février. «N'est-il pas grand temps que les dirigeants de l'EPG lancent un cri d'alarme? (...) La question de l'engagement public de l'Eglise n'est pas nouvelle, elle court depuis des décennies», peut-on y lire. «La commission chargée d'approfondir la question de savoir 'si et quand' l'EPG doit s'exprimer publiquement en lien avec l'actualité est sûrement bienvenue. Le problème est que cette actualité dramatique (...)

ne se conforme pas au temps d'une commission.»

Le courrier se termine avec le lien vers le sermon du pasteur Munther Isaac donné à Bethléem à Noël, qui a énormément circulé sur internet et où il était question du sentiment d'abandon des chrétiens de Palestine à l'endroit des Eglises occidentales. «Le Conseil du Consistoire va réitérer l'invitation aux auteurs de ces lettres pour que nous puissions discuter de vive voix», indique Chris Cook. «Rien n'est fermé ni immuable.»

ANNE-SYLVIE SPRENGER/PROTESTINFO